

A. LE DROIT FRANÇAIS POSSÈDE UN ARSENAL DENSE QUI PERMET À L'ADMINISTRATION DE RECTIFIER DE NOMBREUSES SITUATIONS

Contrairement à une idée répandue, l'arsenal juridique français dédié à la lutte contre l'évasion fiscale est étoffé. Le tableau suivant en présente les principaux dispositifs.

MONTANTS REDRESSÉS À L'AIDE DES PRINCIPAUX DISPOSITIFS ANTI-ABUS DÉDIÉS À LA LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE

(en millions d'euros)

Base juridique	Dispositif	Montants redressés			
		2014	2015	2016	2017
En base ⁽¹⁾					
Article 57 CGI	Rectification de transfert de bénéficiaires	3 589	2 829	2 917	3 223
Article 209 B CGI	Régime des SEC (sociétés étrangères contrôlées)	63	74	573	35
Article 123 bis CGI	Régime des SEC lorsque la détention est réalisée par une personne physique	123	55	30	85
Article 238 A CGI	Encadrement de la déductibilité des charges payées à une entreprise étrangère soumise à un régime fiscal privilégié	53	10	42	8
Article 155 A CGI	Imposition des rémunérations perçues par une personne établie hors de France au titre de prestations réalisées en France	15	7	10	21
Article 212 CGI	Encadrement de la déductibilité des charges financières	125	154	158	285
Article 223 B al.6 CGI	Encadrement des rachats à soi-même (« Amendement Charasse »)	387	2 110	93	141
Article 209 CGI	Règles de territorialité de l'IS	763	298	506	2 272
Jurisprudence	Acte anormal de gestion	1 189	113	136	177
Total bases		6 307	5 650	4 465	6 247
En droit ⁽²⁾					
Articles 119 ter et 145 CGI	Clauses anti-abus du régime mère-fille	85	32	14	33
L. 64 LPF	Abus de droit	262	740	113	171
Total droits		347	772	127	204

Source : commission des finances à partir des données DGFIP.

(1) Assiette redressée.

(2) Impôt redressé hors majoration.